

C.P. 2001
1211 GENÈVE 2
Tél. 022/ 347 75 93
C. C. P. 12-1040-5

Juillet 1994

15

Bulletin d'Information





cap vey
genève

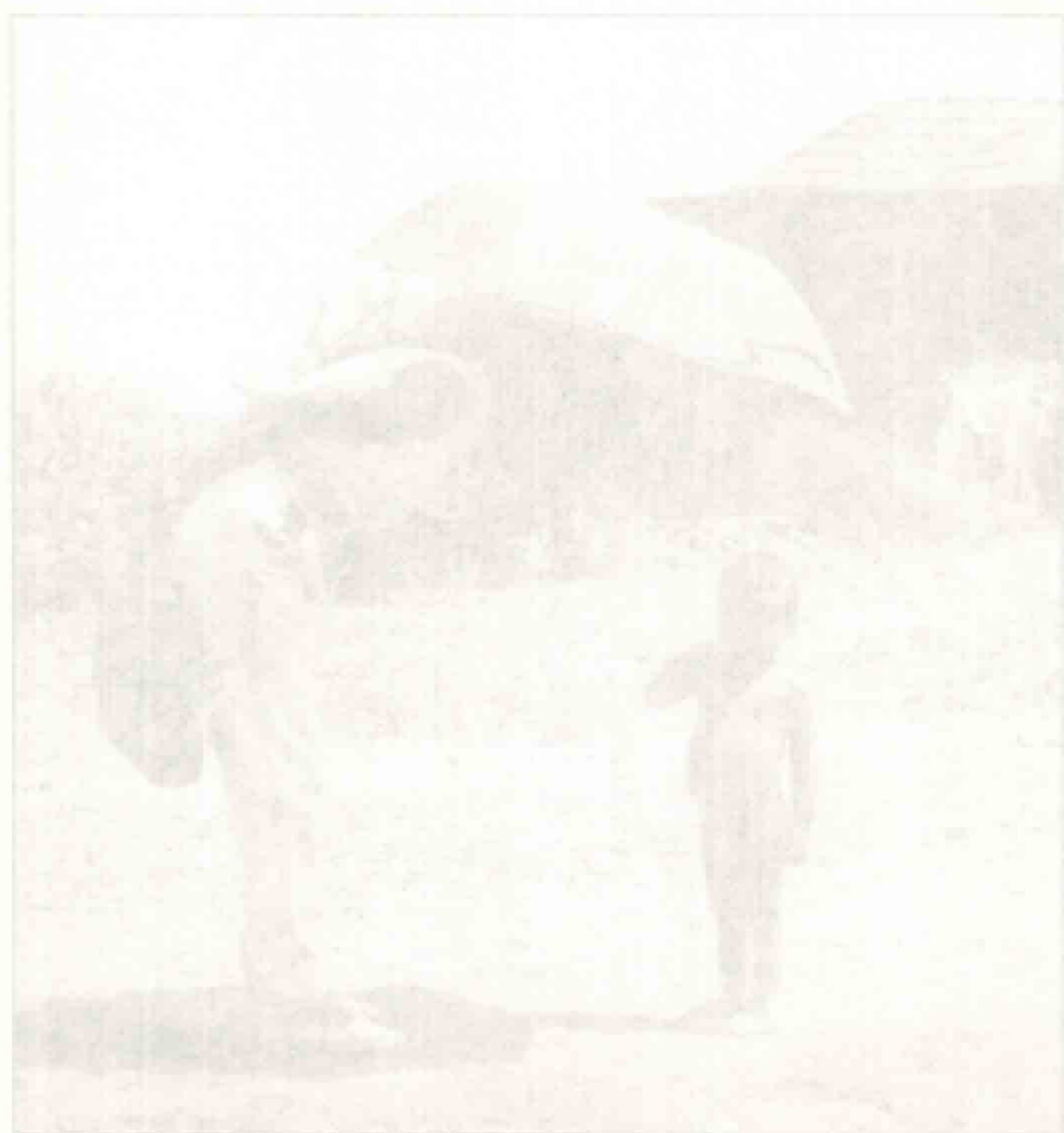
ASSOCIATION DES UNIVERSITÉS ET COLLEGES

15

1991-1992

1991-1992
1571 GENÈVE 3
THE ASSOCIATION
OF UNIVERSITIES AND COLLEGES

Bulletin d'information



RAPPORT DU PRESIDENT sur les activités 1993

L'année 1993 fut une année laborieuse car plusieurs projets sont en cours ou en cours de finition.

FOGO

Le Centre de Coopératives doit être sous toit en ce moment ou devrait l'être.

Le Jardin d'enfants à Achada Mentirosa est aussi terminé. Il faut maintenant leur fournir du matériel scolaire. Ce sera fait en février 1994.

SANTIAGO

A Praïa, City-Habitat a reçu les fonds nécessaires pour entamer la fabrication des fourneaux économisant le bois selon "REDI". Les membres de cette organisation s'occupent du contrôle de l'utilisation de l'argent versé, environ fr. 10'000.-.

MAIO

Nous avons commencé la construction de jardins d'enfants sur cette île après avoir transféré l'argent. Dans les années à venir, nous allons en construire 7 dans les villages de Morro, Pedro Vaz, Cascabulho, Praïa Gonçalo, Alcatras, Pilão Cão et Rei Dom João.

En 1993, nous avons délégué Maître François Payot pour qu'il contrôle la bonne marche de nos projets au Cap-Vert. Malgré plusieurs visites sur place et les contacts avec les délégations Cap-Verdiennes à Genève, nos problèmes avec les douanes Cap-Verdiennes n'ont pas été résolus. Le contact que nous avons eu avec le Secrétaire d'Etat à l'Immigration lors de sa visite à Genève a été très utile car, enfin, le nécessaire a été fait pour régler l'affaire des congélateurs. (Nous avons reçu une lettre de confirmation de l'Institut National des Coopératives).

Ces difficultés administratives ne nous empêcheront pas de continuer notre aide, mais il est nécessaire de trouver un moyen efficace pour que nos envois arrivent à bon port. A l'occasion de la visite de quelques membres de l'ACVG au Cap-Vert, en février 1994, nous allons essayer de trouver ce moyen.

COMPTE-RENDU DU VOYAGE AU CAP-VERT 18 AU 27 FÉVRIER 1994

Ce voyage, organisé à titre privé, avait pour but de:

- rencontrer différentes personnalités à Santiago (Ministre d'Etat aux Affaires Etrangères et à la Coopération, responsable de l'INC), à Fogo et à Maio(Présidents des Conseils municipaux);
- apporter du matériel scolaire à certains établissements que nous soutenons;
- constater l'évolution des travaux au centre coopératif de Sao Felipe à Fogo;
- visiter les chantiers de construction de jardins d'enfants à Maio;
- enquêter au sujet des envois effectués par l'ACVG en 1991;
- faire connaître le Cap-Vert à ceux qui n'avaient pas encore eu l'occasion de s'y rendre.

Après un vol sans problème, nous avons pu visiter, durant la brève escale de **SAL**, les installations de production d'électricité et de dessalement d'eau de mer de l'entreprise ELEKTRA. Cette visite nous avait été préparée par M. POSNANSKY, Consul honoraire du Cap-Vert à Genève et Directeur de la firme ATLANTIS, spécialisée dans le dessalement d'eau de mer. Ces installations, vitales pour cette île plate, désertique et sans eau potable ont suscité tout notre intérêt, grâce notamment aux commentaires éclairés de l'ingénieur responsable.

SANTIAGO

A l'arrivée à Praia, un vieux bimoteur vibrant de toutes ses tôles nous ayant transportés en 45 minutes de Sal, deux voitures de l'INC nous attendent et resteront à notre disposition, avec leurs chauffeurs, durant nos trois passages sur l'île.



Notre première journée, un dimanche, sera consacrée au tourisme, sous la conduite de **M. João Gomes Mendonça**, directeur de l'Instituto Nacional das Cooperativas (INC).

Nous le rencontrerons encore le jeudi suivant et pourrons ainsi parler de l'avancement de nos projets, des difficultés que nous rencontrons (envois disparus, délais dans la fin de la construction du centre coopératif de Sao Felipe à Fogo, rôle joué par M. Cardoso,

ancien responsable de ce centre, ...).

M. Mendonça éprouve certaines difficultés à nous transmettre les rapports financiers que nous lui demandons, faute d'archives qui ont disparu au départ de son prédécesseur.



Nous faisons un bref passage à

l'hôpital de Praïa pour y déposer deux petits colis de médicaments et de matériel chirurgical. Ces colis sont enregistrés par la responsable présente et seront transmis dans les meilleurs délais au Ministère de la Santé.

M. Elisio RODRIGUES de **City-Habitat** reçoit notre visite. Nous pouvons voir 21 fourneaux REDI terminés alors que 50 autres ont été construits, dont 35 mis en vente et 15 distribués à plusieurs artisans des îles à des fins de promotion. Le coût de production d'un fourneau se monte à 1500 escudos CV; ils sont vendus aux coopératives au prix de 1800 ECV, puis au particulier pour 2000 ECV, ce qui représente une somme très importante pour une famille cap-verdienne.

Nous avons ensuite rendez-vous avec **M. José Luis MONTEIRO, Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères et à la Coopération**. Après avoir parlé de divers sujets, dont nos colis disparus depuis 1991, M. MONTEIRO nous interroge avec beaucoup d'insistance sur les buts de notre association et les motivations de ses membres, surtout après les différents échecs essayés ou les difficultés rencontrées (sic). Nous lui exprimons notre désir très ferme de poursuivre nos actions, ce d'autant plus qu'un certain nombre d'entre elles sont en bonne voie (coopérative de Fogo, jardins d'enfants à Maio), et que des idées intéressantes nous ont été soumises par M. VEIGA à Sao Felipe (création de PME).

Dans cette perspective, M. MONTEIRO exprime le désir d'être toujours informé afin de pouvoir coordonner l'aide (éducation p. ex.) et que nous établissions systématiquement des contacts officiels en rapport avec nos activités ... ce que nous avons fait avec M. VEIGA par exemple et par l'intermédiaire de MM. ROSSIER et PAYOT lors de leurs précédents passages.

Notre Président, **M. François GATI**, en véritable Sherlock Holmes, a mené une enquête serrée auprès des **douanes portuaires de Praïa** pour retrouver trace de nos colis de matériel didactique envoyés en 1991. Il a pu mettre la main sur le manifeste du bateau les ayant déchargés, puis trouver la trace d'un transitaire mandaté par le Minis-

rière de l'Education qui en a pris livraison, pour une destination inconnue, en avril 1993. L'affaire semble donc close maintenant, ce matériel ayant dû être distribué dans l'une ou l'autre des écoles de Santiago par ce ministère.

M. Roland ANHORN, représentant de la **DDA** au Cap-Vert, reçoit tout notre groupe pour un déjeuner au restaurant «Poeta» de Praia. Il nous brosse un tableau de ses activités et nous confie ses désirs de promotion du Cap-Vert par l'intermédiaire de musiciens locaux (projets de concerts p. ex.).

FOGO

Dépaysement complet pour toute l'équipe dès l'atterrissage à Mosteiros, au pied du volcan.

M. BARBOSA, coordinateur de l'**INC** et nouveau responsable de notre centre coopératif, nous attend et nous conduit, à bord de son pick-up, jusqu'à Sao Felipe, ce qui représente deux heures de méchantes routes pavées construites au flanc-même du volcan! Après un bref repos bienvenu à l'hôtel Xaguete, nous retrouvons **M. BARBOSA** au **centre coopératif**.

A notre étonnement, la construction n'a pour ainsi dire pas évolué depuis le passage de **M. PAYOT** en février 1993. **M. BARBOSA** nous explique que le travail a été interrompu d'avril à décembre 1993, dans l'attente de la charpente métallique, dont les éléments sont maintenant en place et attendent d'être montés et soudés.

Les travaux seront achevés en juillet (1994 !), promis-juré!



Les copies des documents comptables nous sont remis, tenus à jour avec soin par **M. BARBOSA**.

Les moyens de duplication «**Gestetner**» sont bien visibles dans un bureau et ont donc été acheminés convenablement, contrairement aux autres envois envoyés simultanément (congélateurs et matériel scolaire).

A propos des **congélateurs**, deux appareils électriques, fournis par une ONG, équipent le magasin. Quand nos propres appareils, à gaz, auront été récupérés, ils seront attribués à de petits centres coopératifs dans des villages encore dépourvus d'électricité.

Nous rencontrons ensuite M. A. JOAO DIAS DE BARROS, nouveau **directeur du lycée de Sao Felipe**, qui n'a bien sûr pas pu recevoir notre matériel puisque celui-ci avait été retenu à Praia (cf ci-dessus)! Nous convenons de futurs envois directement adressés au lycée.

Après une excursion impressionnante à **Chã das Caldeiras**, dans le cratère du volcan, nous avons rendez-vous avec **M. Eugenio VEIGA**, président de la **Câmara Municipal de Sao Felipe**, que nous recevrons le soir à notre table pour une «cachupa» traditionnelle.

M. VEIGA reprend les propos qu'il avait déjà tenus à M. PAYOT, à savoir:

-développer les actions pour la production locale des produits alimentaires à base d'arachides et de tamarin notamment. La création d'une petite entreprise devrait être envisagée pour permettre

- ° le décorticage, manuel, des cacahuètes
- ° leur torréfaction
- ° l'emballage et la distribution du produit
- ° le traitement du tamarin pour la fabrication de sirops et de sorbets pour les enfants.

-contribuer à mettre en place le réseau de distribution électrique d'un village important qui a déjà été doté d'un bâtiment équipé de générateurs.

Nous faisons un bref passage au jardin d'enfants d'**Achada Mentirosa** qui nous a été ouvert après une brève attente: le fils de la maîtresse était malade, les élèves étaient donc restés chez eux. Nous déposons un petit colis de matériel scolaire dans une classe qui mériterait un sérieux rangement et une mise en valeur de ses moyens didactiques, même si ceux-ci sont très limités.

MAIO

De Praia, un nouveau saut de puce aérien nous amène à Vila do Maio où nous reçoit M. **Amílcar ANDRADE**, président de la **Câmara Municipal de Maio**.

Nous déposons nos bagages (légers) à l'hôtel **MARILU**, établissement

moderne et confortable, mais déparant, par son style architectural et sa hauteur, cette petite ville propre et tranquille. Accompagnés de M. ANDRADE, nous nous déplaçons



en minibus à **Moro**, puis à **Pedro Vaz**, où nous pouvons voir l'état d'avancement des travaux des deux chantiers de construction de nos jardins d'enfants: celui de Moro sera bientôt achevé, alors qu'à Pedro Vaz on en est au stade des fondations (une église monumentale est par contre en voie d'achèvement).



Nous sommes impressionnés par la volonté de M. ANDRADE de tout régler dans les meilleurs délais, par la qualité et la rigueur des documents comptables qu'il nous remet. Les moyens financiers nous le permettant, nous serions enclins à entamer l'étape suivante de construction, dans deux autres villages. La presse du samedi 26 relate la cérémonie de pose de la première pierre à Pedro Vaz et cite notre association.

Toujours en compagnie de M. ANDRADE, nous visitons le siège de la municipalité (où nous recevons chacun un T-shirt), puis deux écoles très bien tenues, l'une dirigée par des religieuses, l'autre par des femmes de l'OMCV.



Nous profitons de quelques instants de liberté pour nous baigner sur la splendide plage de Vila do Maio, avant de reprendre notre avion pour Praia.



Le voyage, magnifiquement organisé par notre Président et Mme Ribotel, s'achève donc, après un séjour d'une semaine qui nous a permis de rencontrer toutes les personnes que nous souhaitions voir, de faire le point sur l'état d'avancement de nos différents chantiers, de recevoir de nouveaux projets qui pourront peut-être se réaliser dans le futur et surtout, pour cinq d'entre nous de découvrir quatre îles très différentes l'une de l'autre, toutes très attachantes, dont les populations, bien que vivant dans des conditions souvent très difficiles, ont su garder des traditions d'hospitalité et d'accueil souriant, devenues bien rares actuellement dans le monde.

Nous y retournerons certainement et continuerons nos activités!

Jean-Daniel CATTIN



LA MIGRATION, UNE CONSTANTE CAPVERDIENNE

Dans ce chapitre, nous allons aborder l'évolution du phénomène migratoire.

Si nous considérons les mouvements migratoires dans la société capverdienne, nous pouvons en observer deux types:

- les mouvements de la population des zones rurales vers les centres urbains à la recherche d'un emploi, plus accentués dans les périodes de sécheresse;
- les mouvements migratoires vers l'étranger, qui constituent, comme nous l'avons souligné, une constante de l'histoire socio-économique des îles.

Or, l'émigration restera probablement encore pour un temps indéterminé un instrument de sécurité économique et sociale. Le taux d'émigration dans les années à venir est imprévisible. Plusieurs pays qui ont accueilli les immigrants capverdiens dans le passé ont mis en place des politiques restrictives vis-à-vis de la main-d'oeuvre étrangère. Cependant, rien n'est sûr en ce qui concerne la conjoncture internationale: il peut y avoir une nouvelle demande de main-d'oeuvre dont le Cap-Vert pourrait bénéficier. Dans tous les cas les flux d'émigration restent en dehors du contrôle du Cap-Vert.

Concernant la question de l'émigration permanente ou temporaire, en l'absence de statistiques adéquates, il n'est pas possible de déterminer la durée de résidence à l'étranger des émigrés capverdiens. Dans certains pays d'Europe, tels la Suisse par exemple, les travailleurs capverdiens sont acceptés seulement pour une période de temps limitée. Sous certaines conditions, les permis de résidence sont prolongés sous présentation de contrats de travail. L'admission des immigrants dans les autres pays, tels les Etats-Unis, garantit le droit de résidence et éventuellement par la suite la citoyenneté. Dans ce dernier cas, les effets de la migration sont plus prononcés puisque les migrants restent à l'étranger pratiquement toute leur vie.

Dans la majeure partie des cas, les émigrants capverdiens sont faiblement instruits et qualifiés. Les cas des femmes capverdiennes immigrées en Italie et occupant en général des emplois de domestiques, ou la main-d'oeuvre capverdienne au Portugal formée en majorité de travailleurs indifférenciés du bâtiment sont à ce propos significatifs. Nous trouvons plus facilement des émigrants qualifiés aux Etats-Unis. Il en va de même avec les Capverdiens immigrés en Angola dans le cadre de l'accord signé en 1979 entre l'Angola et le Cap-Vert. Un nombre considérable de professeurs et d'autres professionnels qualifiés travaillent sous le régime de cet accord en Angola, intégrant la fonction publique du pays. Cependant le gouvernement capverdien est tout à fait conscient de la sévère pénurie qu'il y a au Cap-Vert de personne qualifiée. Le faible niveau d'instruction qui subsiste au Cap-Vert, par exem-

ple, est dû en grande partie au manque de professeurs qualifiés. Mais alors, pourquoi le Cap-Vert a-t-il accepté l'accord de 1979? Pour avoir un élément de réponse, je pense qu'il est nécessaire de voir brièvement les apports de l'émigration pour le pays d'origine.

LES CONSEQUENCES DE LA MIGRATION

Dans ce chapitre, nous allons voir les apports positifs et négatifs de la migration pour le Cap-Vert et essayer de comprendre pourquoi le phénomène migratoire se poursuit. Pour cela nous parlerons des éléments suivants:

- l'influence de la durée de l'émigration;
- l'importance cruciale des envois d'argent des migrants;
- les conséquences de la conjoncture internationale;
- le coût de l'émigration.

La durée de séjour à l'étranger a une importance considérable pour diverses raisons. Premièrement, à cause des effets démographiques: les travailleurs admis comme immigrants permanents sont moins enclins au retour, tout au moins durant leur période d'activité économique, et par conséquent, cela représente une perte nette de population pour le Cap-Vert (voir tableau no 6). Cet effet s'accroît du fait que les migrants tendent à émigrer par cellule familiale ou effectuer progressivement le regroupement familial.

La nature de l'émigration affecte aussi les perspectives d'envois d'argent dans le pays d'origine. En effet, les migrants n'effectuant que de courts séjours à l'étranger ont tendance de vivre de manière économiquement restreinte à l'étranger, ceci afin d'économiser pour leur consommation lors du retour ou pour entretenir les proches restés au pays. Tandis que les migrants permanents ont moins tendance à économiser et dépensent en grande partie leurs revenus dans le pays d'immigration, dans des dépenses liées par exemple, à l'éducation des enfants ou au logement. Il y a dès lors une réduction du volume des envois dans le pays d'origine, d'autant plus que la majorité des membres de la famille émigre aussi.

Les envois d'argent des émigrants sont d'une importance cruciale pour le Cap-Vert. En l'absence de ces envois, la dépendance du Cap-Vert par rapport à l'assistance financière étrangère serait bien plus grande et les conditions de vie pour une bonne partie de la population bien pires (voir tableaux no 7 et no 8). En effet: "The importance of emigrants remittances to the Cap Verdean economy can not be overstated. Between 1978 and 1982 remittances accounted for more than 40% of GDP, over 40% of private consumption, and nearly 50% of the total value of imports, exclusive of foreign aid." 10

Le faible potentiel d'emploi à court terme, le fort taux de croissance démographique et les ressources naturelles limitées du Cap-Vert indiquent que les envois d'argent continueront à être cruciaux pour les années à venir. Le gouvernement est conscient de ce fait et de la nécessité de créer les meilleures conditions pour maintenir le niveau actuel d'envois d'argent ou pour le faire augmenter. Quelle politique adopter pour atteindre cet objectif?

Bien que l'émigration apporte des bénéfices au Cap-Vert, elle a aussi des coûts élevés. En effet, l'émigration vide le pays d'une proportion importante de sa main-d'oeuvre active et en particulier de sa main-d'oeuvre jeune, comme nous pouvons le voir dans les statistiques concernant la distribution par âge des émigrants (voir tableau no 6). Cependant, vu le haut niveau de sous-utilisation du travail, cela semble n'être qu'une conséquence négative mineure. Quelques responsables capverdiens pensent au contraire que les pertes sont plus grandes qu'elles ne paraissent. Dans son essence, le dilemme est le suivant: les sommes d'argent envoyées par les émigrants qualifiés sont très élevées, mais valent-elles les coûts associés à la diminution de la main-d'oeuvre qualifiée dans le pays d'origine? En effet, à long terme, la perte d'émigrants qualifiés n'est pas sans affecter les perspectives de développement du Cap-Vert.

De plus, le gouvernement n'exerce pas de véritable contrôle sur les envois d'argent et c'est pourquoi leur utilisation peut ne pas apporter de bénéfice au pays. Car, une partie des flux des capitaux vont dans les banques étrangères et représente une perte nette pour le Cap-Vert. En outre, des fonds sont habituellement envoyés au Cap-Vert par des canaux informels tels que l'envoi d'argent liquide ou l'apport de biens de consommation du migrant lors de son retour. La formulation et l'application d'une politique active pour attirer les envois d'argent dans les canaux officiels est par conséquent de grande importance pour tous les pays "exportateur de main-d'oeuvre" comme le Cap-Vert.

En ce qui concerne l'investissement dans l'immobilier que d'aucuns n'hésitent à avancer comme seul argument de la thèse sur l'impact productif des retours, ses effets induits sont largement ambivalents. D'une part, chacun s'accorde pour reconnaître les retombées positives sur l'activité dans le bâtiment, que ce soit au niveau de l'emploi ou au niveau du commerce des matériaux qui, produits localement ou dans d'autres régions, sont rarement importés. D'autre part, et il s'agit ici d'effets autrement plus déterminant qui débordent du cadre strict de l'emploi et de la production dans ce secteur, chacun a pu mesurer les conséquences gravement inflationnistes (quand bien même cycliques puisque celles-ci semblent se produire principa-

lement au moment des congés annuels des émigrants non retournés) de l'arrivée d'un tel volume de capitaux sur le marché de l'immobilier. Ce qui entraîne une hausse effrénée des prix de la construction, naturellement qui se répercute sur le marché locatif et qui est difficilement supportable pour la population locale non émigrante. Ainsi, les nouveaux capitaux mis en circulation ne constituent pas une indication probante de développement économique réel des pays d'émigration. Il est nécessaire d'avoir une stratégie de développement en relation avec l'émigration afin d'éviter de tels effets négatifs. C'est la politique que le gouvernement capverdien essaye de mettre en place en incitant les émigrants à déposer leur argent à la banque nationale du Cap-Vert et à investir dans des projets de développement.

TABLEAU NO 6

=====

Age Distribution of Cape Verdean Emigrants to all Destination Countries and of Cape Verdean Immigrants to the United States, 1980 ^{1/}

AGE	Cape Verde Emigration Statistics		United States ^{2/} Immigration Statistics	
	Number	%	Number	%
Under 15	3	.3	234	29.7
15 - 29	763	71.4	287	36.4
30 - 49	183	17.1	175	22.2
50 and over	119	11.2	92	11.7
ALL AGES	1068	100.0	788	100.0

Source: For Cape Verde, Direcção General de Estatística, Boletim Trimestral de Estatística, 1981, Vol. II, No. 4, Table 5, p.7; and for the United States Unpublished data courtesy of Roger Kramer, Immigration and Naturalization Service, United States Department of Justice, Washington D.C.

^{1/} Note that the figures for the population under age 15 differ substantially in the two sources. It is likely that the Cape Verdean emigration authorities do not register children who are leaving the country.

^{2/} U.S. Fiscal year runs from October 1979 through September 1980.

Etraits de :

"L'Emigration Cap-Verdienne"
Quelques éléments de réflexion
par Yvette Fortes

Des fourneaux améliorés pour le Cap-Vert

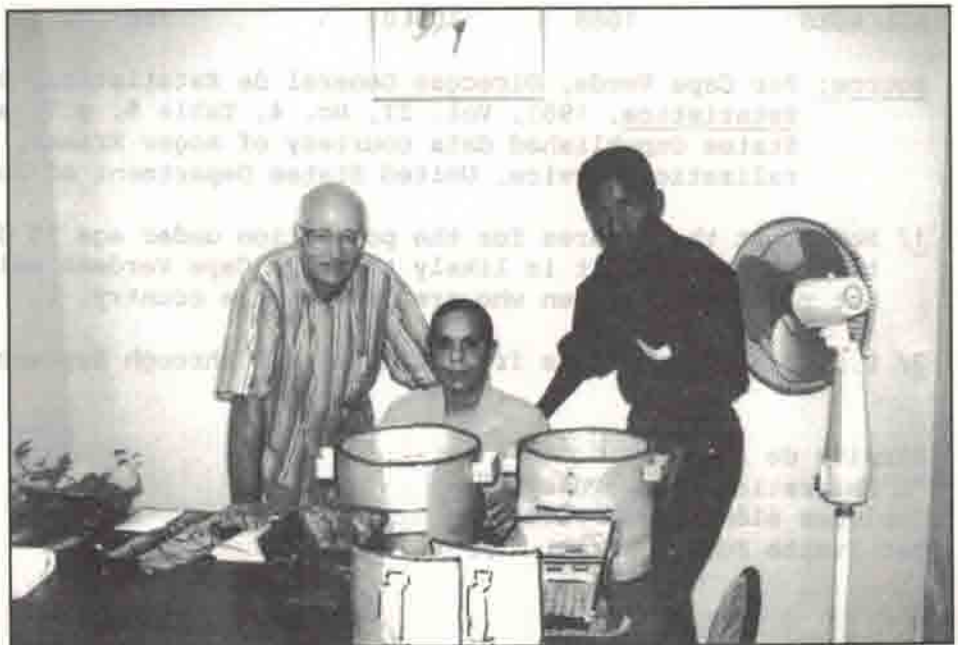
Tout le monde sait que le problème du bois de feu est crucial au Cap-Vert. Tous ceux qui s'y sont rendus ont pu admirer les efforts remarquables faits dans le but de créer des surfaces boisées. Il n'y a qu'à jeter un coup d'oeil aux montagnes derrière Praia pour s'en convaincre. On peut même espérer que des régions boisées vont retenir l'eau du ciel et que la sécheresse qui menace toujours ira en diminuant grâce aux arbres.

Mais une autre action va dans le même sens. En économisant le bois de feu, on sauve les arbres existants, on permet aux jeunes plants de devenir grands et... on économise aussi de l'argent. C'est la raison pour laquelle l'Association Cap-Vert Genève a soutenu les efforts de REDI (Institut de Développement des Energies Renouvelables) qui propose aux Cap-verdiens de construire et d'utiliser des fourneaux améliorés.

Dans une première campagne, on a travaillé avec Citi-habitat, ONG locale disposant d'un atelier de travail du fer. Le succès de ce premier essai a été limité par le prix des fourneaux (qui pourtant paraît très faible à un européen) 1'500.- escudos cap-verdiens soit environs 30.- francs suisses est une somme difficile à trouver. C'est pourquoi, dans la dernière mission REDI au Cap-Vert, en octobre 1993, on a tenté une autre démarche consistant à proposer un fourneau encore moins cher. Le modèle retenu a été mis au point pour Haïti, où les conditions de vie sont encore plus difficiles qu'au Cap-Vert. Il ne nécessite aucune soudure, peut être réalisé avec de la tôle de récupération, au moyen des trois ou quatre outils que possède l'artisan le plus démuné. La promotion de ce petit fourneau économique à l'achat et, aussi, économique à l'usage a été demandée à l'Organisation des femmes du Cap-Vert (OMCV). Elle reçoit également l'appui de l'Institut National des Coopératives (INC).

On espère que les dames de l'OMCV, qui sont très motivées pour tout ce qui touche au confort des plus démunies, sauront divulguer ces nouveaux fourneaux à travers toutes les îles du Cap-Vert.

Madame Arlette Freitas, présidente de l'OMCV avec Monsieur Pettinaroli (de REDI) et M. J.M. Gomes Fernandes, de l'INC examinent les fourneaux "Haïti".





RENCONTRES MEDIAS NORD-SUD
Offert par l'Agence de coopération internationale de la télévision suisse romande, ce prix est attribué à la meilleure production de Sud.
(Concours de télévision en Concoure d'indépendants, Sfr. 2500)

PALMARES 1994

Le vendredi 15 avril 1994 a eu lieu la remise des prix du Concours de télévision et du Concours d'indépendants de la dixième édition des Rencontres Médias Nord-Sud. Voici le palmarès:

CONCOURS DE TELEVISION

PRIX INTERNATIONAL DE TELEVISION DE GENEVE

Attribué par un jury international à la meilleure émission présentée dans le cadre du concours de télévision, Sfr. 5000

PRIX INTERNATIONAL DE TELEVISION DE GENEVE 1994:

Battle of the Titans (La bataille des Titans), présenté par Danmarks Radio (Danemark), réalisé par Hans Bülow & Poul Erik Heilbuth.

Les villes du tiers-monde sont souvent décrites comme des bidonvilles où règnent la pauvreté et le crime. "Battle of the Titans" ("La bataille des Titans") conteste cette image simpliste et décrit les luttes de différentes grandes villes pour surmonter leurs problèmes en créant des millions d'emplois sous-payés dans la manufacture. Il décrit le conflit global qui voit l'industrie quitter les pays riches du nord et assurer un avenir à des millions d'êtres humains dans les mégapoles du tiers-monde. Tourné à Jakarta, Lagos, Le Caire, Caracas, Clarksville et Rome.

PRIX PIERRE-ALAIN DONNIER

Offert par la Télévision suisse romande, ce prix est attribué à l'émission mettant le mieux en valeur la dimension humaine dans le contexte du développement, Sfr. 2500

PRIX PIERRE-ALAIN DONNIER 1994:

The Colour of Gold (La couleur de l'or), présenté par TV Forum (Norvège), réalisé par Don Edkins.

Ce documentaire filme la vie des travailleurs de l'une des mines d'or d'Afrique du Sud. Ces saisonniers du Lesotho parlent de leur travail et de leurs conditions de vie, loin de leurs familles. Tout ceci au nom de l'or, qu'ils ne voient jamais, et qui est utilisé pour financer les structures qui les oppriment.

PRIX SUD-NORD

Offert par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), Hull, et Radio-Québec, Montréal, ce prix est attribué à la meilleure production du Sud (Concours de télévision ou Concours d'indépendants), Sfr. 2500

PRIX SUD-NORD 1994:

Profissao: Domestica, présenté par le Centro de Criação de Imagem Popular (CECIP), Brésil, réalisé par Sergio Goldenberg.

Au Brésil, presque toutes les familles de la classe moyenne ont une domestique. Beaucoup de ces femmes vivent chez leur patron, dorment dans de petites pièces attenantes à la cuisine et participent intensément à la vie familiale de leurs employeurs..

PRIX DE LA JEUNESSE

Offert par la Ville de Genève et attribué par des membres du Parlement des jeunes de la ville à l'émission mettant le mieux en valeur la situation ou les problèmes des jeunes dans le contexte du développement, Sfr. 2000

PRIX DE LA JEUNESSE 1994:

Lavitra (Loin), présenté par la Télévision malgache (Madagascar), de Vero Rabakoliarifetra.

Mbita, le petit garçon protagoniste du film, est le plus jeune pêcheur du village. D'un âge compris entre 9 et 12 ans (son père ne se souvient pas l'année exacte de sa naissance), il travaille depuis trois ans déjà pour aider son père. Sait-il seulement qu'il existe ce qu'on appelle "les droits de l'enfant"? Qu'il est loin, Mbita, loin du monde du progrès... Pourtant son village se trouve à 20 km seulement de l'une des grandes villes du sud-est de Madagascar

PRIX ACCT

Offert par l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) au meilleur film francophone en provenance d'un pays membre de l'ACCT, Sfr. 4000

PRIX ACCT 1994:

Femmes aux yeux ouverts, présenté par Anne-Laure Folly pour la Télévision du Bénin.

Au Burkina Faso, il y a un poème qui dit qu'une femme bien ne doit pas avoir les yeux ouverts. Pourtant, partout en Afrique, les femmes ont les yeux grands ouverts sur la situation sociale qui leur est consentie même dans les nouvelles démocraties. Un portrait de femmes de l'Afrique de l'ouest et certaines des problématiques auxquelles elles sont confrontées, notamment les mariages forcés, l'excision, le sida, le rôle économique des femmes et leur lutte politique.

CONCOURS D'INDEPENDANTS

PRIX DES INDEPENDANTS

Offert par l'Etat du Valais et attribué par un jury international au meilleur film présenté dans le cadre du concours d'indépendants, Sfr. 4000

PRIX DES INDEPENDANTS 1994:

La Flaca Alejandra, présenté par l'Institut national de l'audiovisuel (INA) France, de Carmen Castillo et Guy Richard

Marcia Merino, dite la Flaca Alejandra, fut très jeune dirigeante du Mouvement de la gauche révolutionnaire chilien (MIR). Arrêtée et torturée en 1974 par la DINA, la police politique de la dictature, elle trahit. Pendant dix-huit ans, elle reste liée aux services d'intelligence de l'armée de Pinochet. En 1993, elle se retourne à nouveau, accepte de témoigner contre les militaires et demande publiquement pardon. Carmen Castillo, militante du MIR, arrêtée puis exilée en France, a tenu à rencontrer la Flaca et a voulu que ce film existe.

MENTION SPECIALE:

Janani (Mother), présenté par la Coopération suisse au développement, de M. Nawazish Ali Khan

Tourné par une équipe de producteurs et d'acteurs locaux (sans interférences de la part de la Coopération suisse), ce film raconte l'histoire d'une mère qui lutte pour la survie de sa famille. Le petit bout de terrain qu'ils possèdent a besoin d'être irrigué. Ainsi, l'eau sauverait leur existence. Mais, à cause de circonstances malheureuses, l'accès à la pompe restera un rêve.

PRIX BIT

Offert par le Bureau international du Travail (BIT) au film d'indépendants qui traite le mieux le thème du travail ou des migrations, Sfr. 4000

PRIX BIT 1994:

Album de famille, présenté par Climage (Suisse), de Fernand Melgar.

La Suisse a connu, dans les années '50 et '60, un essor économique sans précédent. Pour faire face à un besoin de main-d'œuvre accru, elle est allée chercher dans le sud de l'Europe près d'un million de travailleurs étrangers: Italiens, Portugais, et Espagnols surtout. Ce film parle de l'émigration d'une famille semblable à des milliers d'autres familles espagnoles venues s'établir en Suisse dans l'espoir de refaire leur vie.

KERMESSE A MEYRIN

L'Association
Cap-Vert Genève
a participé à la
kermesse organi-
sée par la
Commune de
Meyrin en
novembre 1993.



Nous avons été
interviewés par la
Radio Télévision
Portugaise (RTP).

Cette manifestation a permis d'obtenir de la
part de la commune de Meyrin une subvention de
fr. 15'000.- pour la construction d'un jardin
d'enfants à Maio.

FLASH INFOS DU CAP-VERT

BORNEFONDEN : LE PARRAIN DES ENFANTS DE SANTO ANTÃO

Peu de personnes à Santo Antão ne connaissent pas le nom de BORNEFONDEN. En effet, cet organisme non-gouvernemental danois opère au Cap-Vert depuis cinq ans, particulièrement à Santo Antão où il occupe près de 70 personnes. Il soutient les familles les plus défavorisées pour la scolarité et les soins médicaux de leurs enfants, deux importants vecteurs du développement à long terme.

Il y a ainsi 5'000 familles bénéficiaires qui ont un parrain qui s'occupe d'un enfant ainsi que de ses frères et sœurs. Quelques uns des parrains sont déjà allés au Cap-Vert pour rencontrer leurs filleuls. La plupart des parrains sont de nationalité danoise, quelques uns suédoise et norvégienne. Il y a aussi le cas d'un parrain émigrant capverdien vivant en Norvège.

L'appui de BORNEFONDEN dans le domaine éducatif commence du jardin d'enfants jusqu'au lycée. Plusieurs jardins d'enfants ont déjà été construits par cet organisme.

Résumé de l'article d'Alexandre Semedo "BORNEFONDEN : O padrinho das crianças de Santo Antão."

CONVENTION ENTRE LA SUISSE ET LE CAP-VERT

La Suisse et le Cap-Vert ont signé le 30 novembre 1993 à Praia, capitale du Cap-Vert, une convention sur la concession d'une aide alimentaire pluriannuelle. La Suisse double ainsi son volume d'aide au Cap-Vert.

Le document fut signé au Ministère des Affaires Etrangères en présence du Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères et de la Coopération, M. José Luis Monteiro, et de l'ambassadeur suisse accrédité à Praia, M. Walter Gyger.

Dans le cadre de cette aide alimentaire qui couvrira la période 1994-1997, la Suisse double le volume de maïs offert au Cap-Vert, passant de 2'500 tonnes à 5'000 tonnes par an.

Cette aide, après sa commercialisation, permettra le financement de projets socio-économiques par le gouvernement capverdien, en particulier le développement des cantines scolaires.

Résumé de l'article "Assinada convenção sobre ajuda alimentar" paru dans le Novo Jornal du 4 décembre 1993

CHANGEMENTS AU SEIN DU GOUVERNEMENT CAPVERDIEN

Le 9 mars 1994 le Président de la République du Cap-Vert a officiellement conféré le pouvoir aux nouveaux ministres de son gouvernement, désignant M. Mario Silva à la charge de Ministre de la Présidence du Conseil des Ministres, M. José Tomas Veiga comme Ministre de la Coordination Economique, M. José Antonio dos Reis qui dirigera le Ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et de la Promotion Sociale, M. Joao Baptista Medina pour le Ministère de la Santé et M. Pedro Freire de Andrade en qualité de Ministre de la Justice.

Source : Novo Jornal du 11 mars 1994.

INVESTISSEMENTS ETRANGERS

Désormais le Cap-Vert peut compter sur deux importants instruments juridiques, qui constituent des avantages attractifs pour les investisseurs étrangers. Il s'agit de la loi qui institue un régime d'entreprises franches et de la loi qui revoit le régime juridique général des relations de travail.

L'approbation de la loi qui institue le régime des entreprises franches a pour objectif de créer un climat favorable aux investissements étrangers et au développement des exportations. Le ministre d'Etat et de Coordination Economique, M. José Tomas Veiga, considère que l'implantation d'entreprises franches apportera aux pays :

- des avantages directs :

création de nouveaux emplois, amélioration des rendements et entrée de devises;

- des avantages indirects :

apparition et expansion d'entreprises locales qui appuieront les entreprises franches en leur apportant des biens et des services.

Selon la loi, seules pourront prétendre au statut d'entreprise franche, les entreprises qui produiront et commercialiseront des biens et des prestations de services exclusivement destinés à l'exportation ou à la vente à d'autres entreprises franches installées au Cap-Vert.

Quant à la loi du travail, le parti d'opposition, le PAICV est d'accord sur le fait d'introduire des modifications afin de créer de meilleures conditions pour stimuler de nouveaux investissements, facteur indispensable pour le développement du Cap-Vert. Cependant il regrette que les différents partis du gouvernement n'aient pas réussi à obtenir un consensus qui permette la création d'un pacte social pour tout le pays. Il espère néanmoins que les travailleurs pourront bénéficier du développement économique à travers une politique sociale juste et équilibrée.

Résumé de l'article de Luis Carvalho "Cabo Verde ja pode atrair mais investidores externos" paru dans le Novo Jornal du 15 décembre 1993.

MAIO : CONSTRUCTION D'UN JARDIN D'ENFANTS A PEDRO VAZ

Le Maire de Maio, Amílcar Andrade, a présidé mardi, dans le village de Pedro Vaz, à la cérémonie de pose de la première pierre pour la construction d'un jardin d'enfants en cette localité.

La construction du jardin d'enfants, dont le budget est de 800 mille escudos capverdiens, est financée par l'Association Cap-Vert/Genève et il recevra quelque 30 enfants de trois à six ans.

Après la pose de la première pierre, le Maire de Maio a manifesté son plaisir pour le début de la construction de cette nouvelle infrastructure et il a énuméré quelques réalisations dans le village de Pedro Vaz dans lesquelles la Mairie a participé, notamment la réouverture de l'Agence Administrative, l'installation du téléphone, la nomination d'un infirmier pour le Poste Sanitaire, ainsi que les aides ponctuelles accordées à la construction de la Chapelle de S. Pedro, entre autres."

Extrait d'un article paru au Cap-Vert en février 1994

BANCO DE CABO VERDE

*Direcção das Relações com o Estrangeiro
e do Controlo de Câmbios*

No. 57

31.03.1994

Praças	Unid.	Divisas	Compra	Venda
Londres	1	Libra	124.47	125.90
Lisboa	100	Escudo	48.15	48.74
Nova Iorque	1	Dólar	84.11	84.72
Amesterdão	100	Florim	4 451.82	4 501.78
Bruxelas	100	Fr.Finac.	242.91	245.60
Copenhague	100	Coroa	1 272.26	1 286.54
Estocolmo	100	Coroa	1 063.05	1 075.52
Francf.RFA	100	Deut.Mark	5 005.51	5 061.84
Helsinquia	100	Markka	1 514.81	1 532.84
Oslo	100	Coroa	1 149.30	1 162.43
Otava	1	Dólar	61.06	61.54
Paris	100	Franco	1 465.57	1 479.29
Pretoria	1	Rand	24.333	24.570
Roma	100	Lira	5.139	5.200
Tóquio	100	Yen	81.62	82.50
Viena	100	Xelim	711.52	719.37
Zurique	100	Franco	5 896.87	5 963.32
Madrid	100	Peseta	61.09	61.80
Dakar	100	Franco CFA	13.190	14.793
Bruxelas	1	ECU	95.94	97.13



VOYAGES



(022) 738 80 31

24/24h

POUR TOUTES DESTINATIONS

**En AVION, en TRAIN ou en AUTOCAR, contactez-nous et
VOUS AUREZ LA MEILLEURE OFFRE**

VOTRE AGENCE SPECIALISEE POUR LE CAP-VERT

CREATION D'UNE NOUVELLE ASSOCIATION CAPVERDIENNE A **GENEVE**

Le 14 octobre 1993 les membres fondateurs ont signé le status de l'Association Récréative et Culturelle des Amis du Cap Vert (ARCA-CV).

L'adhésion à l'Association est ouverte à tous les Capverdiens et toute personne portant un intérêt à la culture, aux traditions et à la vie en générale du peuple Capverdien.

L'inauguration du siège de l'Association sera bientôt annoncée.

ARCA-CV
17A, rue Marziano
Case postale 9
1211 Genève 24

A VENDRE

auprès de l'ARCA-CV chez M. Manuel Fortes – Tél. 022/329.39.98

CD à fr. 21.-	33 TOURS à fr. 15.-	CASSETTES à fr. 15.-
Boas Festas	Boas Festas	Nha Terra
Bana Nha terra	Sacramento	A Voz do Bana
Humbertona ma Chico	Hora ja Tchega	Welcome Luis Morais
Dispidida D'sodad	Mona Linda	Angola 72
Santa Maria	Coladera Pop	Angola 76
Fala Coracoa	Bonita	
Flor Formosa	Se meu Coracoa Falace	
Djosinha	Partida	
Panorama Tropical	La Violenta	
	Mario Pop	

ainsi que des coffrets comprenant 4 CD au prix de fr. 80.- —
et divers 45 tours au prix de 5.- —.

BIENVENUE AUX NOUVEAUX MEMBRES

depuis 1993

Monsieur Rémy BARRAUD - Plan-les-Ouates

Madame Anne-Lise BOZONET - Carouge

Monsieur Rolf FRISCHKNECHT - Bernex

Mademoiselle Yvette FORTES - Genève

Monsieur Pierre MARTI - Genève

Madame Antonia MATEO - Genève

Madame Jeanne-Marie MERCIER - Genève

Monsieur Philippe MICHEL - Confignon

Monsieur Paul-Emile MULLER - Meyrin

Monsieur Mario POSNANSKY - Berne/Genève

CAFE-RESTAURANT

Les Glycines

MANUEL FORTES

Rue Dancet 6

1205 Genève

Tél. 022/329 39 98

Fax 022/320 51 54

Mets de Brasserie - Cuisine soignée
Une des meilleures fondues de Genève

et...

Plats typiques des îles du Cap-Vert sur commande

CONSTITUTION DU COMITE

DE L'ASSOCIATION CAP-VERT/GENEVE

PRESIDENT

Monsieur François GATI Case postale 190
Rue Louis Curval 4 priv. 347.75.93
1211 GENEVE 25 fax. 789.18.33

VICE-PRESIDENT

Monsieur François PAYOT Ch J.-F. Dupuy 24
1231 CONCHES prof. 329.43.53

MEMBRES

Monsieur Jean BABEL Rte de Soral 9
1232 CONFIGNON priv. 757.11.59

Monsieur Roland BERGER Place Reverdin 2
1206 GENEVE priv. 346.71.17

Monsieur Jean-Daniel CATTIN Ch. des Esserts 11 a
1213 PETIT-LANCY priv. 792.59.68

Monsieur Manuel FORTES Rue Dancet 6
1205 GENEVE prof. 329.39.98

Mademoiselle Yvette FORTES Rue Dancet 6
1205 GENEVE priv. 329.39.98

Monsieur Georges ROSSIER Rte de Saconnex d'Arve 60
1228 PLAN-LES-OUATES priv. 771.22.81

Monsieur Roland VUATAZ Conservatoire Populaire
de Musique
Bd St-Georges 36 prof. 329.67.22
1205 GENEVE

Madame Nelly WICKY Champ-d'Anier 26
1209 GENEVE priv. 798.78.66

CONSEILLERS

Monsieur Christian CORMINBOEUF Ch des Vignes 3
1258 PERLY

SECRETAIRE EXECUTIVE /TRESORIERE

Mademoiselle Carmen RIBOTEL Rue Dizerens 7
1205 GENEVE priv. 320.08.92
fax . 320.11.67

01.1994

FÉDÉRATION GENEVOISE DE COOPÉRATION

Secrétariat: Rue Richemont 10 - 1202 Genève - Tél. 022 / 738 04 88 - Fax 022 / 738 59 59

Adresse postale: Case postale 136 - 1211 Genève 21

Aux associations membres de la FGC et aux membres des instances

Assemblée générale du 27 juin 1994

Nous vous prions de trouver ci-joint 2 exemplaires de la convocation et de certains annexes. Le deuxième envoi vous parviendra vers le vendredi 17 juin.

Loi sur la création d'un fonds destiné à la lutte contre la drogue et à la prévention de la toxicomanie

Vous aurez lu dans la presse la bonne nouvelle! Une version modifiée du premier projet de loi a été votée par la majorité des députés en date du 26 mai. Veuillez trouver ci-joint le rapport de la Commission judiciaire et le nouveau projet voté.

Secrétariat FGC

Une voix masculine au Secrétariat! C'est avec grand plaisir que nous accueillons M. José Parra, objecteur de conscience astreint au travail, dans notre équipe! Il sera avec nous du 1er juin 1994 jusqu'à l'été 1995.

Chrysalide

En annexe un courrier de la rédaction de ce journal concernant son numéro de septembre-octobre consacré à l'école. La Commission d'Information fera ses propositions quant à des interventions possibles dans les écoles, mais nous vous invitons d'ores et déjà à faire de même pour vos associations.

Publications

Nous vous signalons la parution de *Questions de "genre"? : Réflexions autour des rapports sociaux de sexe dans l'emploi et dans l'institution*. (Fr. 8.-, Publications IUED, tél. 731 59 40). Ce document fait suite à une journée de réflexion autour du thème "L'IUED au masculin et au féminin" en juin 1993.

Par ailleurs, nous joignons le document de la DDA qui décrit sa politique transversale *Conduire un développement équilibré hommes-femmes*.

Conférences - débats - films

IUED - Groupe de travail Histoire de l'Afrique : "La transition démocratique sudafricaine : témoignages" (jeudi 16 juin, 20h, Salle Bungener, IUED)

IUED, Déclaration de Berne, Greenpeace : "Les 50 ans des institutions de Bretton Woods - Banque Mondiale, bilan et perspectives" (jeudi 23 juin, 20h, Salle Bungener, IUED)

Traditions pour Demain : Film "Aymarás de toujours" (vendredi 24 juin, 18h45, Musée International de la Croix-Rouge, Genève)

Divers

L'association pour la promotion des échanges culturels et la connaissance des civilisations, C.P. 134, 1219 Aire-Genève (Dr. Jean-Claude Nack) a contacté la FGC et des bailleurs de fonds en vue d'un soutien financier pour un projet au Camérout. Nous avons quelques doutes quant à la pertinence de ce dossier et nous vous conseillons de nous contacter (Gail ou Rachel) si vous êtes sollicités.

CESARIA EVORA

Le vendredi 14 octobre 1994
au PALLADIUM

Concert organisé par l'Association Récréative et Culturelle des Amis
du Cap Vert (ARCA-CV)

cesaria
evora



MISS PERPUADO

Location :

Café Les Glycines

6, rue Dancet
Tél : 329.39.98

Local de l'ARCA-CV

17A, rue Eugène Marziano
Acacias

Café du Rond Point

2, rd Point de Plainpalais
Tél : 320.47.95

Palladium

le 14 octobre 1994
dès 20 heures